

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 01/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ALTERNAE

Lieu-dit Saint Mellon
95650 GENICOURT

Références : UD95 – 2022 – 101 - ML

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement ALTERNAE implanté Lieu-dit Saint Mellon à GENICOURT. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Lieu-dit Saint Mellon C.D. n° 22 95650 GENICOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006505700
- Régime : A

La société Alternae exploite sur la commune de Génicourt un silo à grain destiné au stockage et au séchage du grain. Des opérations de lavages du grain (retrait des impurités) sont aussi réalisées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juillet 2019
- suites données aux constats de non-conformité des deux précédentes inspections réalisées en 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Protection des organes mobiles de la poussière	AP du 29/03/2017, article 4	/	Lettre de suite préfectorale
Requalification périodique d'un ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle périodique d'un ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Lettre de suite préfectorale
Tableau de suivi des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie (vérification)	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Entretien installations électriques	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Arrêt d'urgence des transporteurs à bandes	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Nettoyage des locaux	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Accès au site et circulation	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Réserve d'eau incendie	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Plan de formation	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er	/	
Zonage ATEX	AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 2	/	
Chaine de coupure automatique gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 27	/	
Entretien des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 19.1	/	
Classement rubrique 2175	Code de l'environnement, article R511-9	/	
Remise en service d'un ESP inutilisé	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	
Déclaration de mise en service des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en oeuvre les actions correctives visant à répondre aux non-conformités ayant conduit le préfet à mettre en demeure la société ATERNAE par arrêté préfectoral du 23 juillet 2019. L'inspection des installations classées a constaté des non-conformités devant faire l'objet d'un suivi par l'exploitant concernant notamment la mise en place de procédures d'entretien de l'installation et le suivi des équipements sous pression.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie (vérification)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : dans un délai de 15 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">- de respecter, les dispositions liées aux rapports des vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie de l'article 11 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004. <p>Les éventuelles observations et/ou non-conformités émises dans les rapports de vérification feront l'objet, le cas échéant, d'un plan d'action pour les lever. Ce plan d'action sera transmis à l'inspection de l'environnement dans les 15 jours suivant la réception des rapports de contrôle par l'exploitant ;</p>
<p>-----</p> <p>Article 11 - AM 29/03/2004 :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p>
<p>Constats : Par courrier du 13 août 2019, l'exploitant a transmis le bon d'intervention de la société BERNAUD PROTECTION INCENDIE daté du 8 juillet 2019 montrant la vérification de l'extincteur manquant. Il a également transmis 4 bons d'intervention de la société PARFLAM montrant que ces équipements ont été vérifiés le 18/07/2019. Ces bons indiquaient des non-conformités. Les raccords étaient non-conformes, certaines colonnes ne disposaient pas d'un dispositif anti-bélier et certaines n'ont pas de bouchons.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux sur les colonnes sèches ont été réalisés. L'exploitant a présenté des PV de la société PARFLAM d'avril 2020 indiquant que les colonnes sèches sont conformes. Lors de l'inspection, il a été constaté que des bouchons sont présents sur les colonnes sèches et un dispositif anti-bélier ajouté a été vu sur une des colonnes sèches.</p> <p>La non-conformité de la précédente inspection est levée. L'exploitant a répondu à l'alinéa 3 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/07/2019.</p> <p>Concernant le contrôle des extincteurs, l'inspection a constaté par contrôle par sondage sur deux extincteurs que ceux-ci ont été contrôlés en avril 2021. Pour le contrôle des colonnes sèches, l'exploitant a présenté un courriel de la société PARFLAM indiquant qu'avec le COVID du retard a été pris sur leur contrôle mais qu'une intervention est prévue le 28 janvier 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : dans un délai de 15 jours, à compter de la date de notification du présent arrêté : [...] - de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2009. Pour ce faire, l'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement l'intégralité du rapport de vérification des installations électriques de l'ensemble du site, sous 15 jours. Les éventuelles observations et non-conformités émises par l'organisme feront l'objet d'un plan d'action transmis à l'inspection en vue de les lever. ----- Article 9 - AP 21/04/2009 : L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables. [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Constats : Par courrier du 13 août 2019, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle annuel électrique daté du 20 juin 2019 réalisé par le bureau d'études DEKRA. Le bureau d'études indique avoir relevé 8 observations. L'exploitant a transmis un devis signé de remise en conformité électrique de la société ETS SEDILLE daté du 2 juillet 2019. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de visite de DEKRA daté du 18 janvier 2021. Ce rapport de visite fait état de 5 non-conformités, dont seulement 2 étaient présentes à l'inspection précédente. Une de ces deux non-conformités concerne l'absence d'éclairage fixe de balisage dans les silos et l'autre concerne l'étiquetage de l'armoire électrique basse tension. La non-conformité la plus importante relevée lors de ce contrôle concernait l'empoussièrement du poste haute tension. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le poste haute tension avait été nettoyé et que des nouveaux filtres ont été ajoutés aux ouvertures du local pour limiter l'empoussièrement. La non-conformité de la précédente inspection est levée. L'exploitant a répondu à l'alinéa 5 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/07/2019. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 31 janvier 2022, un devis signé concernant la mise en place d'éclairage de balisage. Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place les mesures correctives afin de lever la première non-conformité de son rapport de contrôle des installations électriques concernant l'éclairage fixe de balisage. Par ailleurs, l'exploitant doit être attentif à l'empoussièrement de son local HT en période de moisson. Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Arrêt d'urgence des transporteurs à bandes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
<p>Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : [...] dans un délai d'un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté : - de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2017, notamment par la remise en état des arrêts d'urgence ;</p> <p>-----</p> <p>Article 4 - AP 29/03/2017: [...] Conformément aux études de dangers élaborées par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier les dispositifs suivants sont installés : [...] Transporteurs à bandes: Câbles d'arrêt d'urgence [...]</p> <p>-----</p> <p>Non conformité de l'inspection du 11/06/2019 : "L'inspection constate que le câble actionnant l'arrêt automatique du transporteur à bande n'est pas opérationnel (manque de tension) et donc ne permet pas son utilisation en cas de nécessité, ce qui est non-conforme à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2017. L'inspection propose à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2017 sous 1 mois."</p>
<p>Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le dispositif a été remplacé par un dispositif conforme. Le câble était tendu. Un essai a été réalisé et a montré que l'alarme se déclenche correctement.</p> <p>Ce constat a permis de considérer que l'alinéa 8 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection des organes mobiles de la poussière

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : [...] dans un délai d'un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté : [...] - de déclarer au préfet, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications projetées pour respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2017 concernant la protection des organes mécaniques contre la pénétration des poussières. Ces protections devront avoir été mises en place sous 3 mois ; ----- Article 4 - AP 29/03/2017: Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la protection des poussières. Il sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.
Constats : Par courrier du 13 aout 2019, l'exploitant a indiqué qu'un diagnostic a été réalisé par la société CMM. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les équipements vus lors de l'inspection étaient protégés contre la pénétration de la poussière. La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 9 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet. L'exploitant a présenté par ailleurs la solution mise en place pour injecter du lubrifiant dans les éléments mobiles. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau de suivi de l'entretien des équipements (suivi par tableau excel). En revanche, aucune procédure ne détaille la fréquence de vérification des équipements mobiles et la fréquence d'injection de lubrifiant de ces équipements. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017, l'exploitant n'a pas formalisé la fréquence de vérification des équipements mobiles et la fréquence d'injection de lubrifiant de ces équipements. L'exploitant doit formaliser par procédure les modalités d'entretien de ses équipements afin que les opérations d'entretien des machines soient correctement réalisées même en l'absence du personnel sachant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Nettoyage des locaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er

Prescription contrôlée :

La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT :

[...]

dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :

- de déclarer au préfet, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications projetées pour respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004.

La mise en œuvre de ces modifications devra être effective avant le 1er juillet 2020 ; [...]

Article 13 - AM 29/03/2004 :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats : Par courrier du 13 août 2019, l'exploitant a transmis un devis de la société SAPE pour l'installation d'une centrale d'aspiration ATEX. L'exploitant a indiqué qu'il remettra à jour ses consignes de dépoussiérage du site et le registre de suivi des interventions de nettoyage. Par ailleurs des travaux d'installation d'un nouveau système d'aspiration ont été planifiés pour limiter la propagation des poussières dans l'installation.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de l'équipement d'aspiration mobile permettant le nettoyage et l'entretien des équipements du silo. Le nouvel équipement fixe du silo a aussi été vu en inspection.

L'exploitant a présenté les consignes en matière de nettoyage du site. Ces consignes ont été portées à la connaissance des employés du site selon l'exploitant.

Toutefois, lors de la visite, l'inspection n'a pas vu les consignes affichées. Ce point a été corrigé par l'exploitant suite à l'inspection. Les consignes ont été affichées (cf courriel du 31/01/2022).

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le tableau excel permettant de tracer le suivi des opérations de nettoyage du silo.

La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 11 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : [...] dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté : [...] - de respecter les dispositions de l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2009 en réalisant la mise à jour des consignes de sécurité ; ----- Article 7.4- AP 21/04/2009 : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. Constats : L'exploitant a présenté les consignes de sécurité. Ces consignes ont été portées à la connaissance des employés du site selon l'exploitant et sont présentées aux intérimaires en période de moisson. Toutefois, lors de la visite, l'inspection n'a pas vu les consignes affichées. Ce point a été corrigé par l'exploitant directement suite à l'inspection (cf courriel du 31/01/2022). La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 12 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accès au site et circulation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : [...] dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté : [...] -de respecter les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2009. ----- Article 8.2- AP 21/04/2009 : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations. A cette fin, l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture est implantée et aménagée de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel. A proximité du chemin communal, situé entre les deux zones d'activités de stockage de céréales, et de la route départementale D22, située en limite de propriété à l'Est du site, des panneaux sont mis en place de façon à signaler la présence d'installations à risques et à limiter le stationnement de tierces personnes à proximité. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Constats : Le site est clôturé. Un chemin communal traverse le site. Toutefois des rideaux de fer sont présents pour fermer le site la nuit. La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 16 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT :</p> <p>[...]</p> <p>dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :</p> <p>[...]</p> <p>- de déclarer au préfet, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement, les modifications projetées pour respecter les dispositions liées aux réserves d'eau pour la lutte contre les incendies de l'article 11 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004.</p> <p>Ces nouvelles réserves devront être disponibles avant le 1er juillet 2020.</p> <p>-----</p> <p>Article 11 - AM 29/03/2004:</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. [...]</p> <p>Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté que l'exploitant dispose de 2 bâches d'eau reliées à des poteaux incendie permettant de disposer selon l'exploitant de 480 m³. Le positionnement de ces bâches a été vu avec les pompiers afin d'être suffisamment loin de chaque silo pour être dans des zones de sécurité.</p> <p>La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 14 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de formation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 1er
Prescription contrôlée : La société ALTERNAE dont le siège social est situé 49, route de Rouen à Gisors (Eure) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations sises Lieu-dit Saint-Mellon à GENICOURT : [...] dans un délai de trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté : [...] - de respecter les dispositions des articles 7.3 et 7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2009 en transmettant à l'inspection de l'environnement les attestations et plans de formation sous un format exploitable ; ----- Article 7.3- AP 21/04/2009 : L'exploitation des installations visées à l'article 2 du présent arrêté se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques des installations et aux questions de sécurité. Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation fait l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. Lors des situations dégradées ou à risque, l'exploitant doit assurer une surveillance permanente du site par du personnel formé et compétent (y compris la nuit, le week-end et les jours fériés) et ce jusqu'au retour à une situation normale. Article 7.6- AP 21/04/2009 : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Constats : Par courrier du 13 août 2019, l'exploitant a transmis des éléments relatifs à la formation des employés. Parmi les éléments transmis, les éléments montrent que M. Balan a reçu une formation dédiée au risque incendie (formation de 2011). Par courriel du 31 janvier 2022, l'exploitant a transmis un des éléments indiquant que la formation de M. Balan au risque incendie sera renouvelée le 10 mai 2022. L'exploitant a indiqué que le groupe NATUP dispose maintenant d'un SI-RH permettant un meilleur suivi des formations des responsables de silo. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'attestation de formation de M. Lestra qui est la personne qui remplace M. Balan en période de congés. L'exploitant a présenté lors de l'inspection la fiche d'émargement du personnel à la formation dispensée, lors des périodes de moisson en présence d'intérimaires. Cette fiche indique que l'aspect sécurité est abordé lors de la formation. La non-conformité de la précédente inspection est levée. Ce constat permet de considérer que l'alinéa 13 de l'article 1er de la mise en demeure a été suivi d'effet.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Zonage ATEX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2019, article 2
Prescription contrôlée : L'exploitant produira une étude par un organisme compétent externe permettant de confirmer l'actuel zonage à risques "atmosphères explosives" prévue par l'article 25 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 2009 susvisé ou, le cas échéant, sa mise à jour. Cette étude devra être réalisée sous 3 mois avec la mise en place, le cas échéant, d'un plan d'action pour les travaux de conformité.
Constats : Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté l'affichage lié à l'étude des zones ATEX. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'étude permettant de constater que celle-ci a été réalisée. Cette étude a été transmise à l'inspection suite à la visite par courriel du 31/02/2022. Le rapport conclut en indiquant que <i>"toutes les mesures adaptées aux caractéristiques techniques et capacités de stockage, tant en matière de prévention que de protection, ont été mises en œuvre pour protéger les salariés contre le risque d'explosion."</i>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Chaîne de coupure automatique gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 27
Prescription contrôlée : Article 27 - AP 21/04/2009 [...]La coupure de l'alimentation en gaz est également assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. [...]
----- Non-conformité de la précédente inspection : L'inspection n'a pas eu accès au dernier rapport sur la vérification périodique des chaînes de coupure automatique de gaz, en application de l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre ce rapport sous 15 jours. Les éventuelles observations ou non-conformités feront l'objet d'un plan d'action pour les lever par l'exploitant. Ce plan d'action sera joint au rapport de vérification.
Constats : Une étiquette est apposée sur le boîtier de la détection gaz des séchoirs permettant de constater que la détection a été contrôlée. L'exploitant a indiqué que le test réalisée comprend aussi la vérification de l'asservissement des doubles vannes de coupure de l'alimentation. L'exploitant a indiqué que l'asservissement a fonctionné lors de l'essai
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de disposer des rapports de contrôles garantissant que toute la chaîne de coupure a été testée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Entretien des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 19.1
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. ----- Non-conformité n°2 de l'inspection précédente L'inspection constate la présence d'eau dans la rétention, ce qui ne permet pas à la capacité de rétention de réaliser sa fonction principale de retenir l'engrais liquide en cas de fuite de la citerne souple. La rétention n'est donc pas conforme à l'article 19.1 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009. L'inspection demande à l'exploitant de respecter cette disposition.
Constats : L'exploitant a indiqué que le stockage d'engrais liquide a été retiré. Ce point de non-conformité est désormais caduc en l'absence de stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Classement rubrique 2175

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/01/2022, article R511-9
Prescription contrôlée : Classement rubrique 2175 : Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l Lorsque la capacité totale est : Supérieure à 100 m ³
Constats : L'exploitant a indiqué que le stockage d'engrais liquide a été retiré. Lors de l'inspection, aucun stockage d'engrais liquide n'a été vu.
Observations : L'exploitant a indiqué qu'il travaille sur l'installation d'un nouveau stockage d'engrais liquide. Le volume prévu est d'environ 60 m ³ . L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra transmettre un dossier de demande de modification.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remise en service d'un ESP inutilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire[...] - pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. ----- Remarque de la précédente inspection : L'inspection rappelle à l'exploitant que s'il souhaite réutiliser l'ancien compresseur, l'exploitant devra s'assurer que l'équipement soit bien en règle, notamment en s'assurant que l'appareil a bien fait l'objet d'une inspection périodique et éventuellement d'une requalification périodique, telles que définies par la section 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cet équipement a été ferrailé. L'inspection a constaté que l'exploitant dispose maintenant de deux compresseurs avec réservoirs (cf. constats abordés dans les points de contrôle suivants).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Requalification périodique d'un ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Prescription contrôlée : L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres réceptifs ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. ----- Non-conformité de la précédente inspection : L'inspection constate que l'appareil a été fabriqué en 2006, et que l'exploitant n'a pas justifié sa requalification prévue en 2016. L'inspection demande à l'exploitant de justifier sa requalification périodique.
Constats : L'exploitant a indiqué s'être renseigné sur les coûts associés à la requalification du réservoir. Considérant ce coût, l'exploitant a indiqué que ce réservoir est en cours de remplacement (devis du 17 janvier 2022 signé en bon pour accord).
Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant dispose d'un équipement sous pression qui n'a pas fait l'objet d'une requalification dans les 10 ans suivant la date de mise en service. L'exploitant doit transmettre une photo du nouvel équipement installé sur le site ainsi que le justificatif transmis par la société en charge de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique d'un ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire[...] - pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. ----- Remarque de la précédente inspection : L'exploitant a réalisé l'entretien du compresseur «Worthington» le 10 mai 2019 et l'a justifié en présentant la facture associée. L'inspection demande à l'exploitant de préciser si les opérations d'entretien réalisées le 10 mai 2019 peuvent être considérées comme étant des opérations d'inspection périodique (à réaliser tous les 4 ans) mentionnées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant doit procéder à la réalisation de l'inspection périodique dans les délais mentionnés à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique par une personne compétente de son réservoir sous pression SIAP associé au compresseur «Worthington». L'inspection rappelle que les réservoirs fixes sous pression doivent faire l'objet d'une vérification tous les 4 ans par une personne compétente (Organisme habilité pas obligatoire pour les réservoirs fixes). Dans tous les cas, cette personne compétente ou l'organisme habilité doit établir un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués (cf. article 17 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017) Il convient de noter que le réservoir SIAP va être remplacé (cf. point de contrôle relatif à la requalification périodique du réservoir et non-conformité n°2 du présent rapport).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déclaration de mise en service des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 7
Prescription contrôlée : Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service : 1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;
Constats : L'exploitant a mis en service un nouveau réservoir. Le volume du réservoir est de 500 l et la pression de service indiquée sur la plaque (retenue par l'inspection comme la PMS) est de 11 bar. Le produit de la pression par le volume est inférieur à 10 000 l.bar. Par conséquent, l'équipement n'est pas soumis à déclaration et au contrôle de mise en service. L'inspection rappelle que le réservoir devra alors faire l'objet d'une inspection périodique dans un délai de 3 ans après la mise en service (cf. article 15 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 : <i>"Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire.)</i>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tableau de suivi des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, l'exploitant ne dispose pas du tableau de suivi des équipements sous pression de son site conforme aux dispositions de cet article. L'inspection des installations demande à l'exploitant de formaliser ce tableau lui permettant de suivre plus facilement les contrôles à réaliser. Concernant le régime de surveillance de ses équipements, l'exploitant est au régime du suivi en service sans plan d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale